



L'ignominie au pouvoir

Lundi 15 juin 2015

Les migrants de La Chapelle, à Paris, expulsés

par la police, comme leurs frères de Vintimille bloqués à la frontière franco-italienne, ne s'en sont peut-être pas aperçus : mais si, mais oui, la France est une terre d'accueil, ô combien humanitaire, comme dirait Valls ou Cazeneuve. Pas de souci pour les dictateurs d'Afrique ou des différents émirats pétroliers qui s'offrent (on pourrait même dire squattent) une bonne partie des hôtels particuliers des Champs-Élysées et alentours. Qu'un dictateur d'une ex-colonie française soit chassé par son peuple ? La république, compréhensive et généreuse, l'accueille dans un de ses châteaux de la Loire... Les oligarques russes ? Bienvenue sur la côte d'Azur ! L'émir du Qatar est en manque de loisir ? On lui cède un club de foot...

C'est ainsi. La France accueille toute la richesse du monde. Pas de frontières, pas de barbelés pour les assassins au pouvoir, les pilleurs de leurs peuples. Après tout, ils ne sont que les sous-traitants des multinationales des grandes puissances comme la France. La hiérarchie mafieuse des grands de ce monde a sa logique et ses affinités.

Alors, malheur aux pauvres, aux expulsés de leurs terres, malheur aux civils qui fuient les massacres et guerres civiles entretenues par nos marchands d'armes richissimes. Mais pas de frontières pour Hollande qui fait le VPR en Égypte, en Inde ou au Brésil, pour vendre les Rafale du petit père Dassault, le roitelet clientéliste de sa bonne ville de Corbeil-Essonnes.

Il faut des mois ou plusieurs années pour un périple de tous les dangers du Mali, du Soudan, de Syrie ou d'Érythrée pour finir sur un rafiot en perdition en Méditerranée sans être sûr d'atteindre les rives italiennes... Il faut moins d'une heure à Valls à bord d'un Falcon aux frais de la république, pour assister à une finale de la Ligue des champions de foot. Une « bourde », a-t-il dit. Certes. Une nette faute de goût au moment où, à Roissy, deux fillettes étaient séparées de leur parent respectif et retenues pendant plusieurs jours dans la « zone d'attente pour personnes en instance »... Au moment, également, de la dispersion brutale des campements de migrants à Paris.

Deux mondes, deux univers

Et les mensonges d'État pour nous les faire accepter. Le gouvernement prétend que l'arrivée de quelques dizaines de milliers de migrants en France pose « *un problème considérable* ». Vraiment ? Le Liban, un petit pays de 4 millions d'habitants accueille 1 million de réfugiés syriens. La France, un pays riche, de plus de 66 millions d'habitants, en laisse à la rue et en pourchasse près de 100 fois moins. Il y a 35 ans, elle a accueilli sans difficulté environ 130 000 boat people indochinois ! Il est vrai qu'on était alors en pleine guerre froide et que cela pouvait servir la propagande anticomuniste.

Une invasion du Sud vers les pays du Nord ? Autre mensonge. Rappelons que les migrations « sud-nord » sont bien inférieures aux migrations entre pays du « sud » : ce sont surtout des pays pauvres qui accueillent la majorité des 50 millions de personnes déplacées dans le monde du fait de la guerre, des persécutions ou des catastrophes climatiques.

Ces migrants qui nous montrent l'exemple

En réalité, nos gouvernants reprennent la propagande du Front national, préférant alimenter la peur de l'étranger et fabriquer des travailleurs sans-papiers que des patrons sans scrupules surexploitent. Du moins tant que ces travailleurs ne s'organisent pas : dans la foulée des combats gagnés en 2010, des centaines d'intérimaires sans papiers ont occupé le 9 juin trois agences d'intérim des Yvelines afin d'obtenir les formulaires nécessaires à leur régularisation. Les expulsés de la Chapelle ont manifesté malgré la répression policière, occupé une caserne de pompiers désaffectée, soutenus par des centaines de riverains. **En se battant collectivement, les migrants de Menton, de Paris ou des Yvelines montrent la voie.**

Oui : l'heure est à la solidarité internationale des exploités face aux tenants du système.

Accueil Part Dieu : le grand renoncement

Le DET avait pris comme prétexte la « garantie voyage » et la promesse de trouver un agent dès 10 min de retard du TGV, pour refondre toute l'organisation du travail, et supprimer au passage une vingtaine de postes. Mais même en abandonnant la couverture des TER et des TGV au départ à l'heure, l'encadrement est contraint d'aller de renoncement en renoncement.

Du haut de leurs fenêtres du 5^{ème} étage, MM. Hétier, Davin et consorts, les yeux rivés sur leurs camemberts, sont bien incapables de cerner le nombre d'agents nécessaire pour mener à bien les tâches qu'ils leur assignent !

Pas de risque

Début juin, la direction a envoyé un collègue surveiller le parking de Perrache. Pour « lutter contre la mauvaise utilisation du parking » selon la direction. Il devait noter la plaque d'immatriculation, le CP et le nom de ceux qui garaient leur voiture. Mais rassurons nos chefs, nous n'avons pas l'intention de retourner bosser sur nos repos.

PIMMS jetables

« Point d'informations et de Médiation Multi-Services ». Sur le papier, des lieux où les populations les plus exclues trouvent un accès aux différents services publics... Dans les faits, c'est surtout un service au rabais, réalisé par un salarié hyper-précaire, sur les vestiges d'un ancien bureau de poste ou dans une gare où l'emploi cheminot a été supprimé.

Le 22/06, le guichet SNCF d'Amplepuis aura fermé, et un jeune, ou un senior en galère, formé à coups de lance pierre assurera la distribution de la gamme TER grâce à son CDD de six mois renouvelable une fois, sans espoir d'embauche. Pour eux comme pour nous, il est vital d'imposer de vraies embauches partout !

#PopFlop

Des trains qui roulent en fonction des besoins des usagers et qui desservent l'ensemble du territoire ? C'est ringard et dépassé. À présent, à la SNCF, ce qui compte c'est la "popularité" des trains, qui devront quasiment être "trending topic" sur les réseaux sociaux pour pouvoir rouler. C'est tellement plus "fun" comme manière de supprimer discrètement les trains non rentables.

Macron réinvente la "3e classe"

La loi Macron a été adoptée en 2e lecture à l'Assemblée. Parmi les nombreux mauvais coups qu'elle renferme, l'ouverture à la concurrence du transport de voyageurs par autocar.

Sous-prétexte de rendre le prix des transports « accessible à tous », la loi va élargir le système des classes. Aux riches, la vitesse, le confort et la sécurité des TGV. Aux pauvres, la nouvelle « 3e classe » des cars qui se traîneront sur les routes.

Un cheminot, kézako?

Ce bulletin s'intitule « bulletin cheminot ». Mais ce mot a-t-il le même sens pour nous que pour la boîte et les grands patrons du transport ? Quand ils discutent de la prochaine convention collective, les patrons parlent « périmètre d'application » : ils voudraient le restreindre aux seuls ADC et ASCT et mettre tous les autres travailleurs de l'entreprise au droit du travail.

Leur stratégie est la division, le mouvement ouvrier défend un projet opposé : gagner des garanties collectives pour tous les travailleurs d'un même secteur. Nous sommes tous et toutes cheminots : salariés de l'EPIC, d'une filiale, au statut ou en CDD, en PS25, intérimaires ou sous traitants !

Au début du XX^e siècle, des cheminots des cinq entreprises qui se partageaient le marché du rail ont lutté pendant plus d'une décennie pour arracher à leurs patrons un seul et même statut, du mécanicien-contremaître au chauffeur, de la femme de ménage au service du courrier. Savoir que nous avons tout à perdre à nous laisser diviser entre travailleurs nous donnera la force d'inverser le rapport de force et de stopper une fois pour toute la casse sociale.

En grève le 25 !

Plusieurs syndicats nous appellent à la grève le 25 juin. Un an après la réforme ferroviaire, les coups continuent à pleuvoir sur l'emploi et les salaires. Si on regarde juste la région lyonnaise, c'est pas moins de 200 emplois qui sont menacés, le site d'Oullins que la direction voudrait fermer... Sans compter la dégradation de nos conditions de travail. Il y a un an, c'est onze jours de grève que la direction a eu à affronter. Le 25 sera donc l'occasion de réaffirmer que seule une mobilisation de ce type fera reculer la direction.

Alors, on remet ça ?

Eux aussi ? Mais alors...

Le 25 sera aussi une journée de grève dans la fonction hospitalière. Le personnel luttera contre la dégradation des conditions de travail et le gel des salaires. Face à ces attaques identiques aux nôtres, le minimum serait de manifester ensemble. Et de réfléchir à une suite tous ensemble.

Manifestation en solidarité avec la Palestine interdite, chasse aux sans papiers et aux réfugiés, révocation de Yann Le Merrer (postier du 92) pour faits de grève, sanctions contre des grévistes de la SNCF ou d'ailleurs... Gouvernement et patronat veulent museler les oppositions. Venez en discuter avec nous.

RÉUNION PUBLIQUE

avec **Philippe Poutou**, porte parole du NPA,
le mardi 23 juin à 19h Maison de la Guillotière
25 rue Béchevelin (Métro Guillotière)